

La lettre d'Oxfam-Québec



Un bulletin d'information publié par le bureau d'Oxfam-Québec en Haïti

Numéro 4: Octobre 2010



Photo: Widlyn Dornevil

Sommaire

2 EDITO

En Haïti, l'urgence est d'actualité

3 ACTUALITÉS DU MOIS

- **La famille Oxfam intensifie ses actions en réponse à l'épidémie de choléra**
- **Faire de l'agriculture une priorité**
par Gérald Jeanty Junior, Le Nouvelliste

7 A LA DÉCOUVERTE DE NOS PROJETS

- **Oxfam célèbre la journée mondiale de l'agriculture**

9 DES ACTIONS QUI CHANGENT

- **Des mains propres pour sauver des vies**

11 LE DOSSIER DU MOIS

- **Résumé exécutif du document de plaidoyer sur l'agriculture "Planter maintenant, défis et opportunités pour l'agriculture dans le cadre de la reconstruction d'Haïti"**

15 INFOS UTILES

Bilan des activités du mois

La lettre d'Oxfam-Québec
4, rue Janvier, Delmas 60

Une publication du bureau
d'Oxfam-Québec en Haïti

Conception et rédaction

Widlyn Dornevil

Révision

Tonny Joseph

Ont collaboré à ce numéro :

Philippe Mathieu

Lynda Georges

Rosilia Florus

Marie-France Guillaume

Chers lectrices,

Chers lecteurs,



On a tous en mémoire le terrible séisme qui a ravagé Haïti dans l'après midi du 12 janvier. 10 mois après que le gouvernement en place et les agences humanitaires déploient de grands efforts pour aider le pays à se relever, l'urgence perdure encore.

Haïti, qui n'a pas fini de panser ses plaies du 12 janvier, doit faire face à deux catastrophes qui se sont succédées : l'ouragan Thomas et la recrudescence du choléra qui ne cesse de faire pleurer les Haïtiennes et les Haïtiens. Plus d'un millier de morts 800 morts et 20 000 hospitalisations : le bilan est tragique.

Qui aurait pu imaginer que ce pays assez courageux allait être touché à nouveau? La vulnérabilité du pays saute aux yeux, on ne cesse de le répéter.

Les infrastructures de santé sont incapables de répondre aux besoins actuels. Les efforts des ONGs pour faciliter l'accès à l'eau potable, à l'assainissement doivent être intensifiés.

Dans ce numéro, nous vous présentons les efforts de la famille Oxfam en Haïti, précisément Oxfam-Québec, pour soutenir le pays dans la gestion des urgences de l'heure tout en consolidant les résultats des actions initiées depuis le lendemain du séisme.

La générosité humanitaire doit continuer à triompher dans ce difficile carrefour que traverse Haïti.

Bonne Lecture !

Widlyn Dornevil
Rédacteur en chef
dornevilw@oxfam.qc.ca



Photo Éric St-Pierre

L'accès à l'eau potable et la prévention permettront de mettre un terme à la propagation du choléra.

La famille Oxfam intensifie ses actions en réponse à l'épidémie de choléra

A la mi-octobre, une épidémie mortelle de choléra frappe l'Artibonite, au nord de Port-au-Prince. A l'heure actuelle, cette dramatique épidémie devient une question de sécurité nationale ; six départements sont déjà touchés dont celui de l'ouest où loge la capitale de Port-au-Prince. Le bilan est loin d'être définitif, déjà 1 250 personnes ont été tuées et 25 000 hospitalisations. La famille Oxfam en Haïti a rapidement mobilisé ses moyens d'urgence pour soutenir le gouvernement du pays à dans sa lutte à la propagation de l'épidémie et elle élabore des stratégies d'action plus durables.

Le programme de lutte contre le choléra mis en place par Oxfam bénéficie actuellement à plus de 400 000 personnes. 100 000 à Artibonite (Petite-Rivière) et 315 000 à Port-au-Prince, principalement dans les sites d'hébergement où l'organisation intervient.

Peu de temps après le passage de l'ouragan Thomas sur les côtes haïtiennes, l'épidémie de choléra se révèle la plus cruelle. Le nombre de morts et d'hospitalisations s'accroît chaque jour.

A Port-au-Prince, où s'entassent 1,3 million de personnes dans les camps sur une population totale de 3,5 millions d'habitants, la situation

peut rapidement s'aggraver. De manière préventive, Oxfam met en place des actions dans les sites d'intervention articulées autour :

- du renforcement de l'infrastructure WASH (Eau, assainissement et hygiène) dans tous les sites (chloration de l'eau, promotion de l'hygiène, renforcement et augmentation des installations sanitaires, l'augmentation de la fréquence de nettoyage des installations sanitaires) ;
- de la promotion de l'hygiène, y compris des formations, des distributions sur la pré-

paration de sels de réhydratation orales ou liquides de réhydratation maison (solutions de sucre et de sel) ;

- d'une vigilance accrue et de la formation des membres du personnel communautaire sur la surveillance de la maladie ;
- du renforcement du partenariat et de la coopération avec les partenaires de la santé dans les sites d'intervention.

→
Suite à la page 6

Faire de l'agriculture une priorité

L'organisation internationale Oxfam a lancé le mardi 5 octobre 2010 dans le pays une campagne en faveur de l'agriculture haïtienne et du développement des zones rurales. Un document stratégique intitulé « Planter maintenant », et dont la publication a eu lieu le même jour, constitue la première étape de cette croisade.

*Par Gerald Jeanty Junior
du Journal Le Nouvelliste*

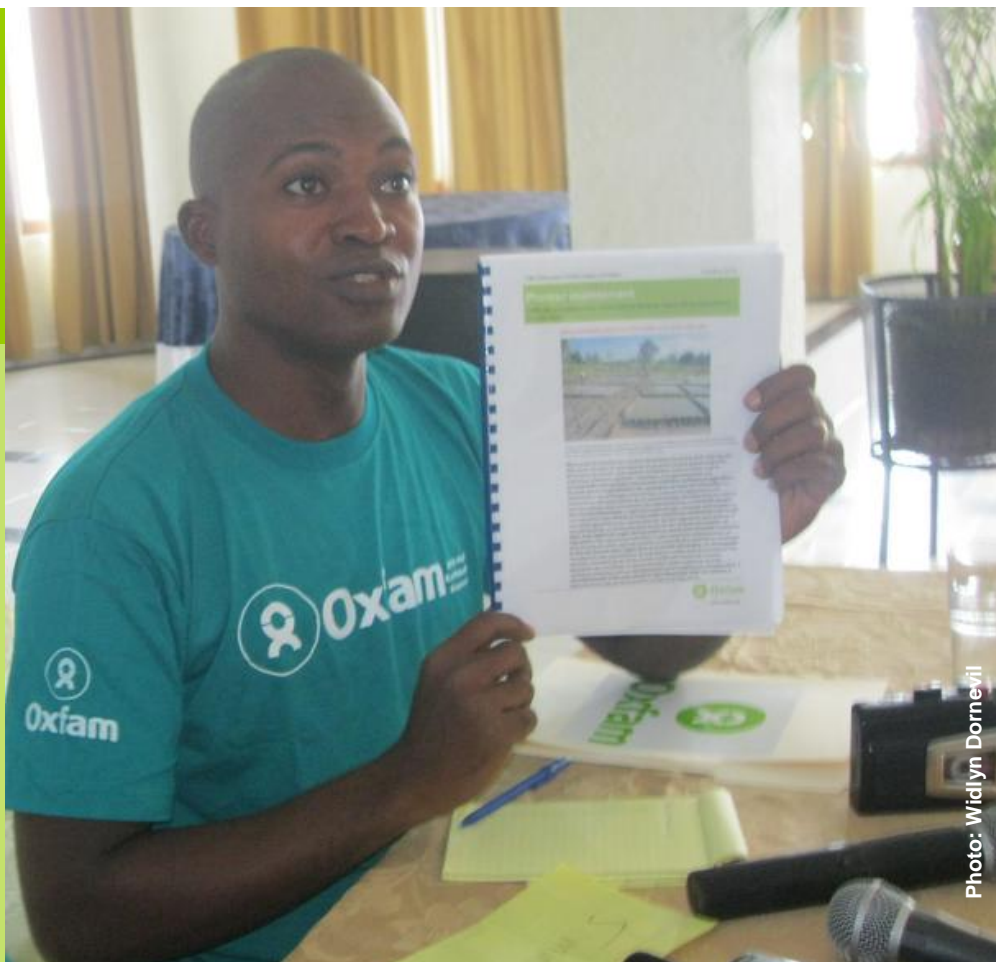


Photo: Widlynn Dornevil

Antoine Ladouceur, Agronome principal du projet PARPANSA chez Oxfam-Québec

Pour faire de l'agriculture un axe important dans le cadre de la reconstruction, Oxfam a entrepris une campagne de sensibilisation des bailleurs de fonds internationaux à financer des projets relatifs au développement de ce secteur. Cette campagne constitue également un moyen d'exiger que l'État haïtien se penche sur la dégradation accélérée du milieu rural.

Dans un rapport rendu public le mardi 5 octobre 2010, Oxfam a attiré l'attention des instances concernées sur les effets néfastes du séisme du 12 janvier sur la production agricole.

Selon l'agronome Philippe Mathieu, directeur d'Oxfam-Québec en Haïti, 60% de la population haïtienne vivaient dans l'insécurité alimentaire bien avant le cataclysme du 12 janvier.

« Le fait que le riz importé des États-Unis est subventionné et que parallèlement le gouvernement américain investit dans le développement de la production nationale en Haïti est paradoxal », critique l'agronome Mathieu, qui appelle la communauté internationale à abandonner ces politiques

d'aide et de commerce contradictoires, car, souligne-t-il, l'objectif de supporter la croissance de l'économie rurale n'est pas une simple affaire.

A travers ce rapport, Oxfam lance un appel aux pays donateurs afin qu'ils puissent financer le plan d'agriculture du gouvernement haïtien estimé à un montant de 772 millions de dollars. Inscrit dans le plan de la reconstruction du pays, ce projet consiste à améliorer les infrastructures, augmenter la production et faciliter l'accès aux services en milieu rural.

Des recommandations sont également faites à travers ce rapport. Ainsi Oxfam exhorte les pays donateurs à ne pas subventionner certains produits de consommation dont le riz, d'éliminer les barrières à l'exportation des produits haïtiens pour la lutte contre la pauvreté en Haïti.

→
Suite à la page 5

Faire de l'agriculture une priorité.... (suite de la page 4)

Le document stratégique élaboré par Oxfam dans le cadre de cette campagne de plaidoirie présente dans son contenu un ensemble de recommandations au gouvernement haïtien et aux bailleurs de fonds internationaux. Au premier plan, il présente un cahier de doléances au gouvernement avec onze revendications, notamment:

« Veiller à ce que les agriculteurs puissent avoir accès au crédit ; décentraliser les institutions administratives et fiscales ; réhabiliter et étendre les infrastructures rurales, particulièrement les axes routiers et les installations d'irrigation ; mettre l'accent sur le reboisement, l'agroforesterie, la gestion des bassins versants et la promotion des pôles économiques ; amener les terres publiques inexploitées sous production ; rendre disponibles et accessibles en toute transparence en louant ou en embauchant des salariés ; les soins de santé et les services d'éducation en milieu rural ».

Quant aux bailleurs de fonds, le document stratégique les invite à financer l'achat de produits d'aide alimentaire autant que possible au niveau local, tout en tenant compte des besoins et des conditions des marchés locaux.

Oxfam conseille aussi de fournir une assistance sous forme de subventions et non de prêts au pays et de faire de l'agriculture et de la sécurité alimentaire des priorités..

Dans ce document, Oxfam appelle les bailleurs de fonds bilatéraux à assurer la cohérence entre les politiques d'aide et les politiques commerciales. Ainsi, il estime que les États-Unis devraient : « exempter Haïti du "Bumpers Amendment", qui interdit l'assistance à la production de cultures alimentaires considérées comme "faisant concurrence" aux exportations des États-Unis ».

Source: *Le Nouvelliste*



Un agriculteur à Marigot (Jacmel) prépare ses plantations de bananes. La production de bananes et d'autres tubercules a considérablement augmenté dans cette zone grâce au Projet d'appui à la relance de la production agricole nationale et à l'accroissement de la sécurité alimentaire (PARPANASA) d'Oxfam-Québec. Crédit photo: Widlyn Dornevil



Antoine Ladouceur répondant aux questions des journalistes

A Petite Rivière de l'Artibonite, première victime de l'épidémie et zone ayant concentré les premières interventions d'urgence de la famille Oxfam, la liste des réalisations est longue:

- deux forages de puits ont été réalisés;
- deux séances de formation pour 18 techniciens communautaires sur les méthodes pour désinfecter les puits;
- 17 775 kits d'hygiène distribués à ce jour dans 47 villages ;
- analyse bactériologique réalisée dans les réservoirs d'eau;
- conception et bon de commande complète pour 150 latrines familiales.

Raphaël Mutiku, conseiller en eau et assainissement pour Oxfam a déclaré :

« L'objectif à l'heure actuelle est de minimiser les risques dans les camps où nous intervenons. Nous renforçons nos systèmes,



Les radios communautaires diffusent des messages de santé publique.

nos installations et nous continuons à promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène ».

Pendant plus de dix mois, même avec plus d'un million de personnes vivant sous des tentes et des bâches, pas une seule irruption de maladie liée à l'eau n'a eu lieu à Port-au-Prince. Nous savons comment faire face à l'apparition de la maladie et le plus important maintenant est de diffuser les messages d'hygiène au plus grand nombre de



Mise en place de stations de lavage des mains

personnes et de continuer à coordonner nos activités avec le gouvernement et les organisations humanitaires.



Projet de santé publique: des enfants réutilisent de vieux objets pour créer leur message de santé publique.

La famille Oxfam célèbre la journée mondiale de l'agriculture



« Planter maintenant : Défis et opportunités », a été le thème retenu pour la célébration de la journée mondiale de l'alimentation le samedi 16 octobre par l'organisation internationale Oxfam à Liancourt, dans la région de l'Artibonite.

« Oxfam s'était impliquée depuis le 5 octobre dernier dans une campagne de plaidoyer sur le même thème afin de sensibiliser le gouvernement haïtien et les bailleurs de fonds internationaux à faire de l'agriculture un des domaines prioritaires dans la reconstruction d'Haïti », rappelle Tony Joseph, responsable de plaidoyer chez Oxfam-Québec.

Des représentants du ministère de l'agriculture, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), d'associations de planteurs et d'autres insti-

tutions locales et internationales ont pris part à cette célébration qui s'inscrit dans le cadre du prolongement de la campagne.

Oxfam plaide pour que le plan d'investissement du gouvernement haïtien dans le domaine agricole soit soutenu par la communauté internationale. Une initiative acclamée par François Maurois, chef du cabinet et représentant du ministère de l'agriculture à cette journée.

« La question centrale que vous posez à travers votre document a amené à la prise d'une conscience partagée par l'ensemble des acteurs clés que le

« Les paysannes et paysans ont besoin de crédits agricoles et de formations appropriées, il faut les accompagner à mieux gérer leur production; afin qu'ils en gagnent davantage » ,

**Philippe Mathieu,
directeur pays
Oxfam-Québec, Haïti**

→
Suite à la page 8

secteur agricole doit repartir sur des bases qui assurent définitivement et de manière durable ses performances économiques et sociales au bénéfice de nouveaux types de producteurs agricoles, avec justice et équité » a témoigné François Maurois au nom de Joannas Gué, ministre haïtien de l'agriculture.

« Je me réjouis que la famille Oxfam en Haïti s'est jointe à cette dynamique visant à mettre en place de bases solides pour la nouvelle agriculture dans le cadre de la reconstruction économique, sociale et territoriale d'Haïti » soutient Monsieur Gué dans le message lu par François Maurois.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a profité de cette journée pour lancer un appel aux autres organisations à rejoindre Oxfam dans l'effort mondial visant à lutter contre l'insécurité alimentaire. Selon Monsieur Léopold Kortekaas, le thème « Unis contre la pauvreté » choisi par la FAO pour célébrer la journée cette année « entend reconnaître les efforts réalisés par tous dans la lutte contre la faim dans le monde et il nous incite à nous unir davantage pour faire plus encore ».

Liancourt, localité située dans la région de l'Artibonite, considérée comme un grenier de la production nationale – principalement dans la production du riz –, a été l'hôte de cette célébration marquée sous le signe du dialogue, avec des rencontres et des débats entre les acteurs intervenants dans le domaine agricole.

Les représentants d'Oxfam ont profité de l'occasion pour insister sur la nécessité de décentraliser le



La foire a permis de mettre en valeur les produits locaux haïtiens

pays, subventionner les productions locales, particulièrement le riz et taxer le riz importé des États-Unis.

« Il faut que les activités du pays s'organisent en régions. Les communes d'Haïti, et même celles les plus reculées, ont des potentialités, Liancourt est un exemple concret témoignant de cela », déclare monsieur Philippe Mathieu, directeur d'Oxfam-Québec en Haïti.

« Les paysannes et paysans ont besoin de crédits agricoles et de formations appropriées, il faut les accompagner à mieux gérer leur production; afin qu'ils en gagnent davantage » poursuit l'agronome Mathieu.

Mis à part les rencontres et débats, ce 16 octobre a été l'occasion pour les agricultrices et agriculteurs, les associations de productrices et producteurs d'exposer leurs divers produits à travers une foire agro-artisanale financée par Oxfam.

Liqueurs de fruits, fruits séchés, confitures, riz local, et divers produits artisanaux ont été expo-

sés lors de cette foire qui s'est tenue au parc Christian Dorsonne à Liancourt.

« C'est une bonne occasion pour nous, parce que l'artisanat n'est pas très développé dans la zone [de Liancourt] », estime Cajuste Meodax, artisan et membre de l'Association des Parents et des Professeurs d'Écoles de Liancourt (APPEL). Il avoue que la foire est « un bon moyen » de faire connaître les producteurs et artisans sur le marché national.

La FAO estime qu'il est important que l'agriculture et la sécurité alimentaire soient remis à l'ordre du jour en cette journée mondiale de l'alimentation 2010 car le nombre de personnes souffrant de la faim cette année est estimée à 925 millions.



François Maurois (à droite) représentant du ministère de l'agriculture

Des mains propres pour sauver des vies

En Haïti, le lavage des mains possède une signification toute particulière car les conditions d'hygiène dans lesquels vivent les 1,3 millions de sans abris sont loin d'être acceptables. Ce vendredi 15 octobre, journée mondiale du lavage des mains à travers le monde, Oxfam-Québec sensibilise la population haïtienne, les adolescents et enfants vivant dans les sites d'hébergement sur l'importance de ce geste simple mais salutaire.

par Widlyn Dornevil



Station de lavage des mains

Nous sommes le vendredi 15 octobre, et plusieurs milliers d'enfants et d'adolescents se réunissent à Delmas 60, un grand site d'hébergement, « Bon dlo pwop ak savon se bagay nesese - en français; De l'eau propre et du savon, deux choses nécessaires » répètent-ils en se référant aux messages de sensibilisation produit par Oxfam-Québec et diffusé dans les camps au lendemain du séisme du 12 janvier.

Oxfam-Québec, conjointement avec le Cluster de la promotion de l'hygiène et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), se mobilise pour promouvoir la pratique du lavage des mains et sensibiliser la population en général et les déplacées et déplacés des sites d'hébergement en particulier sur la nécessité de faire ce geste simple, qui se révèle pourtant salutaire.

« Nous sensibilisons les enfants à garder leurs mains propres pour sauver leurs vies et celles de leurs familles. En Haïti, même avant le séisme du 12 Janvier, la diarrhée et la pneumonie emportaient des milliers d'enfants de moins de 5 ans chaque année. La Lutte contre la propagation des microbes dans tous les secteurs de notre communauté est encore plus essentielle dans une société rendue vulnérable par tant de facteurs », déclare Danielle Dommerçant, coordonnatrice santé publique chez Oxfam-Québec.

« Les risques d'épidémies sont accrues par cette nouvelle réalité laissée par le tremblement de terre dans les camps. Il ne suffit pas d'implanter des installations sanitaires mais aussi de renforcer les bonnes habitudes qui rendent nos ...

« Nous sensibilisons les enfants à garder leurs mains propres pour sauver leurs vies et celles de leurs familles. En Haïti, même avant le séisme du 12 Janvier, la diarrhée et la pneumonie emportaient des milliers d'enfants de moins de 5 ans chaque année. La Lutte contre la propagation des microbes dans tous les secteurs de notre communauté est encore plus essentielle dans une société rendue vulnérable par tant de facteurs »

Danielle Dommerçant,
coordonnatrice santé publique chez
Oxfam-Québec.

→
Suite à la page 10

interventions en assainissement réellement efficaces », poursuit-elle.

Plusieurs activités de sensibilisation et de mobilisation ont été réalisées dans les sites où l'organisation intervient, à savoir : la sensibilisation au niveau des camps, la formation des enfants aux bonnes pratiques d'hygiène, la mise en place des stations de lavage des mains, la distribution de savons.

Des sketches, des sessions de démonstration de lavage des mains, un concours de génie sont, entre autres, les activités qui ont constitué les moments forts de cet événement célébré à Delmas 75 au centre d'hébergement dénommé « Opposite Church, camp abritant plusieurs centaines de victimes du séisme du 12 janvier.

Sous les tentes étaient érigés des slogans : « Bonjour savon, orevwa mikwòb » (Bonjour Savon, Au revoir microbes) pour rappeler l'importance d'utiliser le savon pour se laver les mains.

« Le simple fait de se laver les mains au savon peut réduire de moitié (50 %) l'incidence des taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans » a informé Lunige Orismé, superviseuse en santé publique d'Oxfam-Québec.

Les participantes et les participants ont, en outre, pris part à une démonstration du lavage des mains. Près de deux mille personnes (enfants et adultes) se sont lavé les mains une façon parfaite de montrer qu'ils apprennent bien la leçon.

« Je rends maintenant compte combien il est important de se laver les mains correctement. C'est un geste qui me permettra de me protéger contre les maladies », déclare Jonathan Charles, un jeune ayant pris part à l'activité.

Cette commémoration s'insère, également, dans le cadre de l'intervention d'Oxfam-Québec dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène en réponse au tremblement de terre du 12 janvier. Cette intervention d'Oxfam-Québec bénéficie à plusieurs milliers de personnes touchées et contribue à soutenir la relève des Haïtiennes et Haïtiens.



Lunige Orismé, superviseuse au projet de promotion d'hygiène dans les camps



Un professeur enseigne les bonnes pratiques d'hygiène



Une fillette se lave les mains avec de l'eau coulante et du savon

Planter maintenant

Défis et opportunités pour l'agriculture dans le cadre de la reconstruction d'Haïti



Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, il y a eu un énorme afflux de personnes déplacées dans le grenier de riz d'Haïti, la vallée de l'Artibonite. Certains de ces nouveaux-venus sont parvenus à trouver du travail comme journaliers dans des exploitations agricoles. Crédit : Oxfam America/

Avant le tremblement de terre dévastateur de janvier 2010, Haïti figurait déjà parmi les pays les plus pauvres en proie à une très grande insécurité alimentaire du monde. Une majorité de Haïtiens vivent en milieu rural et dépendent d'emplois agricoles. Cependant, ni le gouvernement ni la communauté internationale n'ont accordé d'attention suffisante à l'agriculture, de sorte que la marginalisation des campagnes ne cesse de s'intensifier. La libéralisation des échanges commerciaux a soumis les agriculteurs à la concurrence des exportations de riz subventionnées des États-Unis et a mis les consommateurs dans une position de vulnérabilité face à l'instabilité des prix des denrées alimentaires. L'agriculture doit occuper une place centrale dans la reconstruction post-séisme et il faut mettre l'accent sur l'amélioration de l'accès des petits agriculteurs aux ressources afin d'augmenter leurs revenus et leur productivité, en particulier pour ce qui est des cultures alimentaires de base. Il est également urgent de tout mettre en œuvre pour renverser la sérieuse dégradation des ressources naturelles. Le gouvernement haïtien a conçu un plan de reconstruction agricole complet, qui pourrait être renforcé en soutenant le rôle des femmes dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, en développant les capacités des organisations de populations rurales et en décentralisant les services. Les bailleurs de fonds doivent rapidement fournir les moyens permettant de concrétiser ce plan et devraient veiller à une plus grande cohérence entre leur aide au développement et leurs politiques commerciales. Il est indispensable d'être plus attentif à l'agriculture pour que les Haïtiennes et les Haïtiens atteignent leurs buts de reconstruction à court et à long terme.

Le gigantesque séisme qui a secoué Haïti le 12 janvier 2010 a dévasté les zones rurales ainsi qu'urbaines, détruisant des cultures, des bâtiments d'exploitations agricoles, du matériel et des infrastructures. Ses effets indirects se sont fait sentir dans presque toutes les régions du pays, puisque 600 000 personnes ont migré vers les campagnes, venant intensifier la pression sur la nourriture et les ressources en combustible à peine suffisantes pour répondre aux besoins. Le déplacement interne est venu aggraver l'insécurité alimentaire, qui touchait déjà six personnes sur dix avant la catastrophe.

Beaucoup s'accordent à dire que la reconstruction devra se concentrer en grande partie sur l'agriculture. La majorité des Haïtiens vivent dans des zones rurales et leurs moyens d'existence dépendent des activités agricoles. Mais le développement agricole se heurte à de sérieuses contraintes : des années d'inattention de la part du gouvernement et des bailleurs de fonds, la stagnation technologique, la grave dégradation des ressources naturelles, la position dominante du riz subventionné venu des États Unis sur les marchés haïtiens, le manque de services de crédit et de vulgarisation, la médiocrité des infrastructures, l'insécurité des baux et le fait que les systèmes foncier et juridique ne favorisent pas les personnes pauvres des zones rurales, la dépendance croissante vis-à-vis des denrées importées et de l'aide alimentaire et la faible quantité de transformation agricole permettant de produire une valeur ajoutée.

L'entente entre l'État et ses citoyens est faible; perception de corruption, manque d'intérêt et favoritisme à l'égard de l'élite urbaine ont fait que de nombreux Haïtiens en milieu rural se méfient du gouvernement. Trop souvent, les instances décisionnelles ont empêché les populations pauvres rurales de s'exprimer. Cependant, depuis 2006, le gouvernement et les bailleurs de fonds sont plus attentifs à l'agriculture et prêtent davantage l'oreille aux points de vue des citoyens haïtiens.

L'intervention humanitaire immédiate après le séisme a privilégié l'aide alimentaire venue de l'extérieur, bien que certains bailleurs de fonds aient insisté pour qu'elle soit achetée aux agriculteurs haïtiens. La distribution massive de semences, d'outils et d'engrais dans la zone sinistrée et à ceux qui hébergeaient des personnes déplacées a donné un coup de pouce pour les récoltes de 2010, bien que les bailleurs de fonds n'aient pas fourni suffisamment de moyens pour appuyer tous les ménages ciblés.

Le gouvernement haïtien a mis au point un ambitieux plan de reconstruction agricole de 772 millions de dollars qui se concentre sur les infrastructures, les augmentations de production durable, le développement des chaînes de valeur et la prestation de services ruraux. Conformément au principe d'*appropriation* d'efficacité de l'aide, les bailleurs de fonds devraient soutenir les plans nationaux élaborés en consultation avec les citoyens, mais jusqu'ici, la communauté internationale n'a pas fourni tous les moyens demandés.

Le gouvernement devrait en priorité mobiliser les ressources nationales, comme le requiert le plan. Il faut mettre l'accent sur l'augmentation des revenus et de la productivité des petits agriculteurs, en particulier pour ce qui est des cultures alimentaires de base. Le gouvernement devrait par ailleurs :

- mener une décentralisation administrative et fiscale, avec des institutions gouvernementales représentatives à tous les niveaux ;
- encourager l'établissement de comités composés de fonctionnaires et de représentants de la société civile élus afin de planifier et de gérer les initiatives locales de développement ;
- institutionnaliser un système efficace d'équilibre des pouvoirs pour contrôler la corruption à tous les échelons du gouvernement ;
- comme première étape dans le sens de l'amélioration de la sécurité du régime foncier, veiller à ce que le système juridique accorde une reconnaissance égale aux deux langues officielles d'Haïti, et fournir une assistance juridique étendue de manière à ce que les citoyens des zones rurales puissent avoir accès à la justice dans des affaires telles que les litiges fonciers ;

- soutenir les efforts des agriculteurs, des pauvres et des femmes des zones rurales en vue de développer des organisations solides et représentatives ;
- formuler des politiques agricoles et concevoir des programmes qui tiennent compte de la division du travail selon le sexe et qui soutiennent les femmes dans leurs rôles de commercialisation agricole ;
- amener les terres publiques inexploitées sous production en toute transparence, en les louant ou en embauchant des ouvriers salariés ;
- revitaliser le réseau de centres décentralisés de recherche agricole, de vulgarisation et de formation, et fournir des services aux agriculteurs en les consultant ;
- veiller à ce que les petits agriculteurs aient accès au crédit ;
- réhabiliter et étendre les infrastructures rurales, en particulier les axes routiers et les installations d'irrigation ;
- intégrer dans toutes les activités la durabilité environnementale et la réduction des risques de catastrophe ; mettre l'accent sur le reboisement, l'agroforesterie, la gestion intégrée des bassins versants et la promotion des poêles économes en combustible.

De plus, le gouvernement devrait faire en sorte que les soins de santé et les services d'éducation soient disponibles en milieu rural et faciliter la création d'emplois à l'extérieur des exploitations agricoles, afin de donner envie de vivre et de travailler dans les zones rurales.

À long terme, le gouvernement et la société civile devraient nouer un dialogue pour parvenir à une politique commerciale qui assure un équilibre entre la protection par les tarifs douaniers pour les agriculteurs haïtiens et des prix alimentaires abordables pour les consommateurs.

Quant aux bailleurs de fonds (bilatéraux et multilatéraux) et aux institutions financières internationales, ils devraient :

- donner la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, aligner les stratégies sur le Plan national d'investissement agricole d'Haïti et les objectifs de développement agricole et rural répertoriés ci-dessus et fournir les moyens requis pour mettre en œuvre le plan ;
- financer l'achat d'aide alimentaire autant que possible au niveau local, sur la base d'une évaluation rigoureuse des besoins et des conditions des marchés locaux ;
- fournir une assistance sous la forme de subventions et non de prêts ;
- créer des mécanismes permettant d'intégrer la société civile dans le débat relatif aux stratégies de développement ;
- adopter un cadre d'obligation de rendre des comptes qui permette d'évaluer le respect des engagements et la contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Les bailleurs de fonds bilatéraux doivent assurer la cohérence entre les politiques d'aide et les politiques commerciales. À cette fin, les États-Unis devraient :

- exempter Haïti du « Bumpers Amendment » qui interdit l'assistance à la production de cultures alimentaires considérées comme « faisant concurrence » aux exportations des États-Unis ;
- réformer les subventions pour le riz qui ont pour effet de fausser les échanges commerciaux, donnent lieu au *dumping* et nuisent aux producteurs haïtiens ;
- fournir un accès complet des exportations haïtiennes au marché américain en franchise de droits et sans contingent.

Bureau Haïti
4, rue Janvier, Delmas 60
6, 8, Delmas 81
Delmas, Haïti
HT6120

Ce document est également disponible en format PDF
sur notre site web:

www.oxfam.qc.ca/pays/haiti

Oxfam-Québec s'emploie à renforcer ses partenaires et alliés des pays en développement dans la conception et la mise en œuvre de solutions durables à la pauvreté et à l'injustice. Elle mobilise la population du Québec afin de permettre l'expression de sa solidarité.

Oxfam-Québec est présente en Haïti depuis 1989. Aujourd'hui, elle travaille à la reconstruction du pays avec de nombreux projets de développement durable visant la réhabilitation du territoire et l'éducation des jeunes.

Oxfam-Québec est membre d'Oxfam International, une organisation mondiale regroupant 14 affiliés qui sont actifs dans plus de 99 pays.